

# Les Sans

lundi 2 octobre 2006

La crise structurelle que vivent nos sociétés, bien qu'elle prenne des formes différentes dans les pays du Nord et du Sud, a partout le même sens : il n'est raisonnablement plus possible de croire au développement qu'incarnent les pays du Nord et vers lequel tendent ceux du Sud. Ce modèle productiviste, on s'en rend compte aujourd'hui, n'est ni extensible, ni même viable. Il ne fonctionne pas. C'est pourquoi nos sociétés - qui comportent des zones de "Nord" au Sud, et des zones de "Sud" au Nord - sont des sociétés excluantes et centrifuges. Elles ne peuvent s'offrir le luxe d'"inclure" tout le monde dans leur modèle dominant de consommation. Elles ne peuvent pas ne pas exclure ; ce sont des sociétés du délestage.

On voit aujourd'hui se développer une sociologie des "exclus", des "sans" : sans papiers, sans travail, sans logement, sans accès à la santé, à l'éducation, à la culture, sans droit à la différence (le handicap, par exemple). Tous ceux qui sont "sans", c'est-à-dire des millions et des millions d'êtres humains, puisque la moitié de l'humanité vit avec moins de deux dollars par jour, ne se définissent donc pas par rapport à ce qu'ils sont, mais par rapport à ce qu'ils n'ont pas, par rapport à ce qu'ils ne sont pas. Petit à petit, celui qui n'a pas devient celui qui n'est pas : il est ce qu'il n'a pas, ce qui suggère que la privation en fait un être humain diminué. Par un tour de passe-passe, elle devient l'essence de son être, sa définition. Cela conduit à une société de l'étiquetage, où l'étiquette supprime l'homme. Etre, c'est avoir. Nous partons d'un principe fondamental : dans notre société, il n'y a pas d'exclus ; tout le monde est inclus, mais en des lieux différents. Celui qui est dans le besoin, celui qui va mal, qui n'a droit à rien, n'est pas exclu : il occupe la place qui est la sienne dans une société injuste.

Non seulement les "sans" ne sont pas exclus, mais ils sont l'élément sur lequel reposent nos sociétés, car ils sont identifiés comme une source d'insécurité. Ils sont le ciment d'une société sans ciment. Privés d'accès aux soins, ils inquiètent les intérêts des bien portants et du système de santé ; squatters ou privés de terres à cultiver, ils inquiètent les propriétaires ; privés de papiers, ils inquiètent les nationaux ; privés des biens élémentaires, ils inquiètent ceux qui en disposent ; privés de travail, ils inquiètent ceux qui en disposent et servent d'arme de chantage pour imposer la précarité à tous les salariés. Les "sans" assument cette fonction sociale qui est d'incarner l'insécurité, cette insécurité absolument nécessaire pour maintenir notre société de discipline et d'isolement. Ils offrent l'image de ce qu'il ne faut devenir à aucun prix, justifiant une barbarie quotidienne, l'écrasement du voisin, l'acceptation d'un modèle de société qui menace toute l'humanité. L'insécurité isole les différentes familles d'un même immeuble, les habitants d'un même pays, isole les pays les uns des autres. Elle est un modèle de domination qui a cours aussi bien en macropolitique que dans les vies individuelles. Ce terme est utilisé à propos de tout, sauf à propos des grandes sources d'insécurité réelle. Par ailleurs, se croire un "inclus", un "avec", relève d'une illusion : l'immense majorité des "inclus", même très haut placés, ne vit que sous la menace de l'exclusion. Inclusion et exclusion sont les deux faces d'une seule et même médaille, celle d'une société disciplinaire. Accepter qu'il y ait des exclus et des inclus implique d'accepter cette société disciplinaire.

La lutte des "sans" a marqué les esprits ces dix dernières années, mais elle reste aux yeux de la plupart des gens, y compris des principaux intéressés, motivée uniquement par le désespoir et par les nécessités de la survie. Or, notre hypothèse est que les "sans" sont porteurs de bien plus que d'une simple lutte catégorielle. Nous sommes à un moment charnière où ils débordent de la simple lutte pour la survie, sans toutefois être encore de nouveaux sujets sociaux - c'est-à-dire sans cesser d'être des objets de sociologie pour devenir eux-mêmes des sujets ; sans cesser d'être ceux que l'on regarde pour devenir ceux qui regardent la société, qui la pensent, qui l'interpellent. Tout le monde se rend compte que la lutte des squatters, des sans terres, des sans papiers, est porteuse de quelque chose qui interpelle l'ordre injuste de notre monde ; et pourtant, ses protagonistes, mal représentés dans les instances contestataires internationales, n'arrivent pas encore à être une multiplicité de sujets sociaux. Ils n'ont pas conscience de leur légitimité à l'être, et n'apparaissent pas non plus aux yeux des autres, au-delà de la sympathie qu'ils peuvent susciter, comme des acteurs sérieux, porteurs de nouvelles formes de sociabilités et constructeurs de mondes meilleurs. Or il faut faire en sorte que la société et ses problèmes se pensent depuis de véritables laboratoires, qui produisent depuis la marge ce qui est insoluble depuis le centre. Le capitalisme est en roue libre, et son hégémonie repose sur des fondations bien trop profondes pour qu'on puisse la réduire à un affrontement entre salauds et gentils. La réalité actuelle, si injuste et détestable qu'elle soit, a des raisons d'être ce qu'elle est, et il faut s'atteler à comprendre ces raisons. Le changement ne relève pas d'un "il n'y a qu'à", mais nécessite au contraire une sérieuse production de pensée.

Ce travail ne pourra venir que des "sans" et de leurs amis.

Pourquoi les "sans" peuvent-ils devenir de nouveaux sujets sociaux ? Parce que, à un moment donné, ils cessent de s'accrocher à l'espoir. Voilà le point où ça pivote : quand, tout à coup, on perd aussi l'espoir, qui n'est à nos yeux qu'un mécanisme de dévitalisation du présent. On pourrait croire que, sans espoir, c'est encore pire ; mais cela signifie au contraire que les gens, en prenant conscience qu'ils doivent développer leur propre puissance, leur propre liberté, pour créer de nouvelles conditions de vie, éprouvent et expérimentent quelque chose dont le reste de la société est privé. Dans un monde dominé par l'impuissance, par l'incapacité à influencer sur son devenir, les "sans" exercent un nouveau type de protagonisme, qui ne reste pas au niveau des souhaits. Alors qu'au centre, des millions de personnes, de façon abstraite, souhaitent le changement, eux, dans les marges, sont dans des pratiques de changement. Et c'est cela qui est déterminant. Nous partons en effet de l'hypothèse que, malgré le développement d'un mouvement contestataire, pour le moment, et peut-être pour longtemps, un changement de modèle de société, un changement d'hégémonie, est improbable. Rien ne se dégage qui nous permette de dire : le monde va s'ordonner sur des bases différentes. Souhaiter ce changement, si fort que ce soit, ne suffit pas à le rendre réalisable. Il n'y a pas de révolution en vue, ni même de réforme, puisque, le modèle n'étant pas extensible, il faudra toujours déshabiller les uns pour habiller les autres - si du moins ces derniers veulent être habillés comme les autres. Quoiqu'il en soit, nous estimons que la possibilité ou non d'un changement d'hégémonie n'est pas notre problème. Souhaiter l'avènement d'une autre situation, qui se substituerait purement et simplement à celle qui est à la nôtre, ce serait céder à une illusion, et se condamner à l'impuissance. La seule chose que nous puissions faire, c'est développer et cultiver des pratiques de changement.

A une époque confrontée à la raréfaction de l'eau, à une disparition de 50% des espèces, à la fonte des glaces, à la dégradation de l'atmosphère, à des pollutions installées pour des millénaires, la seule résistance réelle, la seule subversion, est de désirer autrement. Si les gens continuent à se lever le matin - ou à ne pas se lever, d'ailleurs - pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui, nous courons à la catastrophe. Comment désirer autrement ? Les "sans" ont des réponses à cette question. Une majorité d'entre eux continuent à désirer être des "avec", à désirer là où on leur dit de désirer, et, de ce fait, ils restent des objets sociaux. Ils restent à la place où le système les veut. Ils restent dans l'illusion qu'ils sont des exclus et qu'ils pourraient être des inclus. Mais par ailleurs, en Amérique du Sud, en Italie, à certains endroits en France, de façon minoritaire mais très intéressante, on voit se dessiner des lignes de fuite : un certain nombre de "sans" se mettent à désirer autrement. Au lieu de s'accrocher au rêve de la consommation, ils construisent des foyers de solidarité. Partout dans le monde, de façon frappante, des gens disent : "Nous avons cherché des moyens de survie, et nous avons trouvé une forme de vie supérieure."

Nous sommes convaincus qu'il existe chez eux, à condition qu'ils deviennent des sujets, un contenu universel qui dépasse largement leurs revendications concrètes. Un autre élément subversif de leur combat est qu'ils assument le fait d'être sans utilité économique, et d'avoir pourtant droit à la vie. Dans leurs pratiques, ils revendiquent la profonde nature humaine, qui n'a pas à être utile : l'homme n'est pas un outil de production. Le revenu vital n'a pas à être déguisé en salaire.

Cette déclaration se veut un simple point de réflexion entre les "sans", pour eux, et pour la société. Elle a pour but une mise à jour de la réflexion, et ne vise surtout pas à créer une coordination - ni même forcément des liens durables. Il ne s'agit surtout pas de formater ou de diriger les mouvements, de tenter d'instaurer une centralité qui serait catastrophique, mais seulement de se rassembler à quelques occasions, de façon éphémère, pour mettre en circulation quelques réflexions communes et les offrir à la multiplicité. Se rassembler, puis s'éparpiller à nouveau pour se rassembler avec d'autres, ou pour se retrouver plus tard, ailleurs, permettrait d'éviter à la fois l'écueil de la dispersion et celui du formatage.

*Florence Aubenas (journaliste),  
Gérard Barrero (militant No Vox),  
Miguel Benasayag (philosophe, psychanalyste),  
Carmen Castillo (cinéaste),  
Mona Chollet (journaliste),  
Jean-Baptiste Eyraud (militant Droit au logement et No Vox),  
Thomas Lemahieu (journaliste),  
Laurent Lévy (avocat),  
Annie Pourre (militante No Vox),  
Malika Zediri (militante associative contre les précarités).*